



### VOEUX À LA NATION

# L'année 2024 dédiée à la jeunesse



Le président de la République lors de son message de vœux à l'occasion du Nouvel An 2024

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, entend focaliser l'action de l'exécutif cette année sur la jeunesse. Il l'a exprimé le 31 décembre lors de son message de vœux, au cours duquel, le chef de l'Etat a évoqué « l'urgence de répondre aux attentes des jeunes » au regard des défis auxquels se trouve confronté le pays au moment d'aborder la nouvelle année : « C'est pourquoi, pour une meilleure prise en charge de leurs aspirations, je décrète 2024, année de la jeunesse », a-t-il insisté.

Le chef de l'Etat a répété le message de prise en main des jeunes en quête d'éducation, de formation et d'emploi durant le réveillon d'armes de la Force publique au ministère de la Défense nationale où il a instruit les hautes autorités de l'armée, de la police et de la gendarmerie à faire régner la discipline au sein des structures dont elles ont la charge et le commandement, rappelant que « la discipline est la force principale des armées ».

Page 16

### ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN RDC

## Félix Antoine Tshisekedi élu avec 73,34%



Les résultats provisoires de l'élection présidentielle annoncés le 31 décembre par le président de la Commission électorale nationale indépendante, Denis Kadima, ont donné vainqueur le président sortant Félix Antoine Tshisekedi, qui s'est imposé avec 73,34 % des suffrages, soit 13 215 366 voix. Ce score le place largement devant Moïse Katumbi (18,08 %), Martin Fayulu obtient (5,33 %).

### RGPH-5

## Congo : nous sommes plus de 6 millions d'habitants



La ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas face à la presse Adiac

Les résultats préliminaires du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) ont été publiés, le 29 décembre, à Brazzaville. Il en ressort que la population congolaise a quasiment doublé en l'espace de seize ans, passant de plus de trois millions en 2007 à plus de six millions d'habitants en 2023.

« Ces résultats indiquent que le territoire congolais compte 6 142 180 habitants et la population résidente du Congo est passée de 3 697 490 habitants en 2007 à 6 142 180 habitants en 2023 ; ce qui correspond à un rythme de croissance annuel intercensitaire de 3,2% », a affirmé la ministre en charge de la Statistique, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Page 5

### PLUIES DILUVIENNES

## Plus de 320 mille personnes affectées par les inondations

Page 7

### Éditorial

## Alerte à l'eau

Page 2

## ÉDITORIAL

## Alerte à l'eau

Bondé plus que d'ordinaire, le niveau des eaux du fleuve Congo, de ses affluents et de très nombreuses rivières à travers le pays a endeuillé les familles et causé d'importants dégâts matériels dans six départements. Brazzaville, Pointe-Noire, la Likouala, la Sangha, les Plateaux et la Cuvette ont ainsi été déclarés zones d'urgence humanitaire par le gouvernement préoccupé désormais d'apporter l'aide qu'il faut à la population en difficulté.

Au regard de l'ampleur des désastres, les deux milliards et demi de francs CFA débloqués par l'exécutif ne serviront qu'à couvrir les besoins essentiels des sinistrés. Comme cela a été le cas lors du drame du stade d'Ornano, le 20 novembre, la prise en charge par l'Etat des frais d'inhumation soulage un tant soit peu les familles affligées.

A terme, une évaluation de terrain permettra d'estimer le coût global des pertes subies par les particuliers mais aussi par les structures publiques. Au vu de quoi se posera le problème de la réparation des dégâts si tant est que les zones affectées se prêteront de nouveau à accueillir les maisons d'habitation, les dispensaires, les écoles et administrations. Car au fur et à mesure que les précipitations s'enchaînent, les sols se dégradent et ajoutent à la fragilité des espaces habitables.

En revanche, un autre danger guette plus d'un Congolais : la tendance à s'installer sur des terrains qui, à première vue, ne garantissent pas que l'on y restera longtemps après y avoir bâti sa maison. Une fois de plus, la responsabilité se situe à deux niveaux. Parce ce qu'il doit mieux gérer le domaine public dont il est par essence le garant, l'Etat avec ses différents démembrements est appelé à ne pas faiblir ; et parce que construire sur du sable mouvant est un investissement à somme nulle, le citoyen doit de son côté être capable de discernement.

Les conséquences des averses des dernières semaines au Congo et ailleurs dans le monde donnent à la problématique du changement climatique un écho qu'il importe d'amplifier parmi les citoyens.

Les Dépêches de Brazzaville

## FORCE PUBLIQUE

## Un accent particulier doit être mis en 2024 sur la "gouvernance administrative, stratégique et logistique"

L'action de la force publique en cette année 2024 portera, entre autres, sur la gouvernance administrative, stratégique et logistique, a indiqué le chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi, lors du réveillon d'armes.



Le CEMG dressant le bilan de l'année écoulée et la projection de l'action de cette année./DR

Bien avant de recevoir les orientations du président de la République, en sa qualité de chef suprême des armées, le CEMG des FAC a déroulé les principales articulations de l'action de la force publique pour cette année qui vient de commencer. Il a notamment parlé de « la gouvernance administrative, stratégique et logistique ; l'élaboration d'une nouvelle loi de programmation militaire ; la consolidation de la phase de sédentarisation dans les nouvelles casernes ; l'opérationnalisation de la direction centrale du génie et de ses bataillons ; la consolidation de l'instruction et de l'entraînement des personnels à travers la formation continue ; la définition des minimas opérationnels en vue de leur budgétisation ».

En dehors de la projection de ce que

sera l'année 2024, Guy Blanchard Okoi a dressé le bilan de l'année qui vient de s'achever suivant les instructions reçues lors du réveillon d'armes 2022. Concernant le renforcement du processus d'implantation des unités au niveau des nouvelles casernes notamment, il a indiqué que les unités de la 40e brigade de la zone de défense n°9 sont désormais installées: Case Barrière, Mont Mambou et Ndouo. « Cette phase de sédentarisation est appelée à se consolider avec la prise en compte par le gouvernement des travaux d'urgence et de court terme », a-t-il souligné.

A propos de la lutte continue en vue de l'éradication du banditisme, la force publique a contribué aux campagnes de conscientisation des jeunes délinquants avec le Haut-Commissariat en charge du

traitement et de la prévention de la délinquance juvénile. L'opérationnalisation des deux centres de rééducation et d'encadrement des jeunes délinquants, dans les départements de la Bouenza et de la Cuvette, devrait contribuer à poursuivre et à renforcer l'action de la force publique dans la lutte contre ce phénomène, pense le chef d'état-major général des FAC.

Par ailleurs, l'instruction et la formation des personnels qui font partie des directives permanentes portent leurs fruits comme en témoigne l'ouverture des formations des stagiaires internationaux à l'Académie militaire Marien-Ngouabi, à l'école de la gendarmerie nationale et à l'école militaire préparatoire. A cela s'ajoute la formation de 200 stagiaires issus de dix-sept pays africains à l'école de génie travaux qui met ainsi en exergue sa vocation d'école régionale.

## A l'international

La coopération de défense et de sécurité est une partie intégrante de la diplomatie multisectorielle du Congo, a rappelé le CEMG, en précisant que le pays respecte ses engagements extérieurs. Cette coopération se développe harmonieusement sur les fondements du respect du droit international et de la souveraineté de chaque Etat partenaire. « L'on note une densification de la coopération avec des partenaires africains dans le cadre des offres de formation, de l'échange d'expérience dans une parfaite fraternité d'armes. Nous demeurons solidaires avec les pays frères et amis en poursuivant notre engagement », a déclaré le général Guy Blanchard Okoi.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

## Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngonu

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

## RÉVEILLON D'ARMES 2023

## Denis Sassou N'Guesso insiste sur l'ordre, la rigueur et la discipline

Le président de la République, chef suprême des armées, Denis Sassou N'Guesso, a prescrit, au cours du réveillon d'armes du 31 décembre, une seule orientation à la force publique pour l'année 2024 : la prise en main des hommes en respectant les fondamentaux dans les centres d'instruction.

Selon le chef de l'Etat, les événements malheureux survenus au stade d'Ornano, dans la nuit du 20 au 21 novembre dernier, ont mis en évidence les quelques défaillances liées à la discipline générale, au manque de rigueur dans l'exécution des directives données et au non-respect de la hiérarchie. « Tous les éléments de la force publique savent que la discipline est la force principale des armées. Il a été aussi observé certains comportements déviants de la force publique dans le cadre de l'accomplissement des missions de contrôle sur les routes et même à travers les rues et avenues dans les grandes villes. Ces comportements déviants sont mêmes décriés par le peuple. La force publique ne peut pas établir une relation de confiance avec le peuple si les comportements déviants de certains agents ne sont pas définitivement éradiqués », a martelé Denis Sassou N'Guesso, insistant sur l'ordre, la rigueur et la discipline.

Il a également rappelé que l'incorporation dans la force publique est volontaire d'autant plus qu'à la gendarmerie et à la police, les jeunes passent un concours. De même, le recrutement devrait se faire dans l'extrême rigueur au niveau des Forces armées congolaises.



La photo souvenir du réveillon d'armes 2024DR

C'est ainsi qu'il a demandé la reprise en main de l'ensemble de la force publique afin de créer une ambiance dans les unités, surtout pour les nouvelles recrues. « Ne vous laissez pas prendre par tous les comportements de la société à travers les passe-droits. Il n'y a pas de passe-droit. En 2024, nous allons nous appuyer sur les jeunes qui auront été déclarés admis au concours à la gendarmerie et à la police et sur l'organisation de leur formation dans les règles de l'art, en respectant les fondamentaux dans les centres

d'instruction. Nous sommes dans la force publique tous des volontaires, ce n'est pas un dîner de gala que de servir la patrie dans un corps qui doit vous emmener jusqu'au sacrifice suprême lorsqu'il faut... », a-t-il prescrit.

#### Fermeté et efficacité dans l'accomplissement des missions

Pour Denis Sassou N'Guesso, un jeune qui entre dans un centre d'instruction doit sentir la césure qui existe entre la vie qu'il menait en société et celle qu'il s'engage désormais à me-

ner. Ainsi, le jeune doit savoir dès le départ que la discipline est la force principale des armées. « Le subordonné doit obéir sans hésitation ni murmure, c'est écrit. Il doit le recevoir dans son cerveau. Il est même dit que la réclamation n'est permise au subordonné que lorsqu'il a obéi », a rappelé le chef suprême des armées. S'agissant des missions permanentes, le président de la République a demandé à la force publique de les accomplir comme toujours avec efficacité. Concernant les missions spécifiques, Denis Sassou N'Guesso

s'est dit heureux de constater que les casernes nouvellement construites par le gouvernement ont été occupées par les unités de l'armée. « Je sais qu'il y demeure certaines difficultés logistiques. Elles ont été identifiées par le gouvernement à l'occasion des missions effectuées sur les sites. En 2024, le gouvernement s'emploiera à réaliser le reste des travaux d'infrastructures qui devraient permettre aux troupes installées dans ces bases ainsi que leurs familles de mener une existence normale et digne. L'Etat a déjà identifié ces problèmes et trouvera la solution », a-t-il assuré. Quant à la lutte contre la délinquance dans les villes du pays, cette mission prescrite à la force publique lors du réveillon d'armes de décembre 2022, le chef suprême des armées estime qu'elle demeure entière. D'où son appel à la force publique de continuer à être vigilante et à faire en sorte que les jeunes délinquants soient identifiés pour que leur rééducation s'accomplisse dans les centres de réinsertion en construction et en réhabilitation dans les départements de la Bouenza et de la Cuvette. « Ces missions, la force publique devrait continuer à les accomplir avec fermeté », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

# Le vote mémorable

Ce jour-là, 24 septembre 1992, dans une salle de conférence du Palais des congrès habitée par la hantise de perdre la face, les deux candidats à la présidence de l'Assemblée nationale présentés respectivement par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) associée en la circonstance à l'Alliance nationale pour la démocratie (AND), et par l'Alliance URD-PCT et Apparentés, se soumettent au vote de leurs collègues députés pour les départager.

Ange Edouard Pougui pour le premier groupement et André Mouélé pour le second incarnent alors la rupture beaucoup trop tôt d'une coalition formée au lendemain de l'élection du président Pascal Lissouba à la tête du Congo, par l'ex-Parti unique, le Parti congolais du travail (PCT) et l'Upads, organisation politique à peine créée mais déjà l'une des principales patronnes du jeu politique dans le pays.

Pougui et Mouélé incarnent aussi le rapprochement spectaculaire entre le PCT et le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) dont le dirigeant incontesté n'est autre que Bernard Kolelas. Homme politique controversé, inflexible à sa façon - on ne l'imaginait pas de sitôt accepter de cheminer avec Denis Sassou N'Guesso - représentant il y a encore peu du régime qu'il a contesté sans répit des années durant.

L'explication de ces revirements est à trouver dans l'idée que chacun des trois leaders se fait des enjeux du moment.

Mis au banc des accusés pendant la Conférence nationale souveraine, le PCT a réussi à se faire désirer en devenant le faiseur de roi par la position d'arbitre que lui ont conférés les résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 1992. Longtemps désireux de changer le

cours des choix politiques du pays, le MCDDI cherche enfin à montrer de quoi il est capable. Consciente du vent favorable qui souffle en sa faveur désormais, l'Upads entend assumer pleinement son pouvoir.

Vient le moment fatidique du vote à main levée dans l'hémicycle. Une certaine fébrilité est perceptible. Puis le résultat est annoncé. André Mouélé l'emporte sur Ange Edouard Pougui. Le discours politique du moment emprunte à la jurisprudence en invoquant un changement de majorité à l'Assemblée nationale. « La majorité a basculé », dit-on du côté de l'Alliance URD-PCT et Apparentés. Il n'en est pas question, rétorquent l'Upads et l'AND.

C'est cela l'histoire politique de la République du Congo : truffée de tensions parfois paroxysmiques, et ses leaders, des gens qui se connaissent bien, ayant fait l'école ensemble, milité dans les mêmes

associations, les mêmes partis, les mêmes majorités et les mêmes oppositions, mais se rendent coup pour coup quand il le faut. Puis reviennent au bon sentiment. On les voit rire à gorges déployées dans des retrouvailles festives, partager la douleur autour d'un être cher disparu qui s'avère être un proche parent au sens bien congolais du terme.

André Mouélé, comme bien d'autres dirigeants l'ayant précédé sur le chemin de l'éternité, comme ceux qui sont en vie et rêvent depuis toujours de bâtir un Congo uni, prospère et fraternel, aura donné sa part d'effort dans ce destin commun. La nation le lui a reconnu et lui a rendu l'hommage qu'il méritait, le 30 décembre. L'ancien président de l'Assemblée nationale était un homme habité par la mesure. Qu'il repose en paix.

Gankama N'Siah

## VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT À LA NATION

## L'année 2024 dédiée à la jeunesse

Dans son message du Nouvel An, le président Denis Sassou N'Guesso a mis en exergue des questions liées à l'occupation des jeunes et à la réduction de la pauvreté.

Education, formation, emploi : le président de la République entend focaliser l'action de l'exécutif cette année sur ces trois axes avec la jeunesse comme principal bénéficiaire. Il l'a annoncé le 31 décembre, lors de son message de vœux, au cours duquel il a évoqué « l'urgence de répondre aux attentes des jeunes » au regard des défis auxquels se trouve confronté le pays au moment d'aborder la nouvelle année : « C'est pourquoi, pour une meilleure prise en charge de leurs aspirations, je décrète 2024, année de la jeunesse », a-t-il martelé.

En invoquant, par ailleurs, « des perspectives de croissance durable et une embellie de l'économie nationale », le chef de l'Etat mesure à quel point les attentes des jeunes, mais aussi des autres couches de la population congolaise, sont immenses. Et combien pour mériter de la confiance de leurs compatriotes, les hommes et les femmes placés à la tête des différentes structures étatiques, en tête desquelles le gouverne-



ment, doivent se mettre au travail et répondre de leurs responsabilités. « Il s'agit d'intensifier nos efforts pour des réponses davantage pertinentes qui impliquent la participation des jeunes et leur assurent une lisibilité plus nette et des dispositions effectives en matière d'éducation, de formation et d'emploi », a souligné Denis Sassou N'Guesso qui, au regard de « la grande satisfaction des partenaires au développement », a appelé à « accélérer, en 2024, les ré-

a-t-il plaidé.

Au plan international, le président de la République a noté que « les incertitudes multiformes et persistantes » que l'on observe, ajoutées « aux effets néfastes des changements climatiques sont susceptibles de fragiliser les progrès accomplis » jusque-là grâce aux efforts de la communauté nationale. « Il nous faut sauvegarder les forêts du Bassin du Congo pour préserver nos populations des effets dévastateurs de cette menace », a soutenu Denis Sassou N'Guesso en réitérant son engagement de continuer à porter la voix du Congo dans les enceintes mondiales « où se joue la survie de l'espèce humaine ».

« 2024, année de la jeunesse », la balle est dans le camp de cette dernière appelée à s'adapter et plus encore dans celui du gouvernement pour que les annonces présidentielles sur l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes se traduisent par des résultats tangibles.

Gankama N'Siah

## DISPARITION

## André Mouélé inhumé au mausolée Marien-Ngouabi

Ancien président de l'Assemblée nationale et ancien ministre, André Mouélé, décédé le 10 décembre dernier à Paris, en France, a été mis en terre le 30 décembre 2023 au mausolée Marien-Ngouabi, après avoir reçu les hommages de la République au Palais des congrès de Brazzaville. La cérémonie a été présidée par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Né vers 1941 à Lingoli, dans le district de Ngamaba, André Mouélé est décédé à l'âge de 82 ans. Denis Sassou N'Guesso qui a déposé une gerbe de fleurs lors de l'hommage de la Nation a, par ailleurs, salué la mémoire du disparu dans le livre de condoléances en ces termes : « Présent à mes côtés pendant les dures années de la traversée du désert, plus précisément à Oyo, le camarade André Mouélé a démontré que la fidélité n'est pas une valeur parmi d'autres, une vertu parmi d'autres. Elle est ce par quoi, ce pourquoi il y a valeur et vertu ». Le chef de l'Etat a, par ailleurs, visité l'exposition photos retraçant certains moments de la vie d'André Mouélé, organisée pour la circonstance au Palais des congrès. Magistrat de formation, André Mouélé a eu une carrière professionnelle et administrative exceptionnelle. Il la commence comme substitut du procureur de la République près le Tribunal de grande instance avant de devenir président du Tribunal du travail de Brazzaville, en 1969. Premier président de la Cour d'appel de Brazzaville à partir de novembre 1969, il a cumulativement assumé les fonctions de conseiller juridique du président de la République en 1972. Nommé ministre de la Culture, des Arts et des Sports en mai 1973, André Mouélé était procureur général de la République en 1974, procureur général près la Cour d'appel de Braz-

zaville en 1978 avant d'être nommé ministre du Travail et de la Justice en novembre 1978.

Faisant l'éloge funèbre, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a indiqué que la scène politique était pour André Mouélé le lieu d'un débat d'idées fécond, d'autant plus qu'il était respectueux de l'adversaire et privilégiait, par-dessus tout, l'intérêt supérieur de la Nation. Il s'est félicité de la passion pour le droit, le patriotisme et surtout la précision doctrinale de celui qui se réclamait des présidents Marien Ngouabi et Denis Sassou N'Guesso. « L'action d'André Mouélé révèle tout ce qu'il avait en lui de bienveillante humanité. Homme de bien, ouvert, généreux, honnête, attentionné, il a rendu à la République ce que la République qu'il avait tant aimée lui avait donné. André Mouélé est un de ces hommes d'Etat qui font la fierté des hommes sincères. C'est un cadre qui écoutait attentivement, pour ne pas dire religieusement, avant toute prise de décision, dans les multiples fonctions qu'il a eu à assumer », a-t-il salué. Selon Isidore Mvouba, les livres étaient les compagnons d'André Mouélé de tous les jours, notamment ceux traitant du droit, de la justice et de la politique. Il laisse, a-t-il dit, une bibliothèque achalandée aussi bien à Brazzaville qu'à Sucy-En-Brie, ville française du Val de Marne, où



il a passé discrètement ses derniers jours après s'être retiré des affaires publiques. Sur le plan politique, André Mouélé fut membre du Comité central du Parti congolais du travail (PCT) de 1972 à 1990, vice-président de la Commission de contrôle et de vérification du PCT en 1974, membre du bureau politique de 1990 à 2011 et membre du Comité d'honneur de 2011 à 2019. Vice-président de l'Assemblée nationale populaire de 1984

à 1990, il a été président de cette institution en 1992. Le PCT qui lui a rendu également un hommage le 30 décembre 2023 a salué la mémoire de ce cadre supérieur de la fonction publique congolaise qui s'est distingué, selon Joseph Mbossa, par sa rigueur dans l'appréciation des faits, la compétence, l'impartialité, le courage, la capacité d'écoute, de vision et d'anticipation. « Comme magistrat, métier aux multiples contraintes, délicat et difficile, le

camarade André Mouélé laisse l'image d'un homme impartial, porté vers l'application des textes avec justesse rigueur; ne pouvant se permettre de juger selon son égo », a rappelé le député d'Abala et secrétaire permanent, en charge des affaires électorales, à l'administration du territoire et à l'urbanisme du PCT, dans l'oraison funèbre du parti. Marié, l'illustre disparu a laissé plusieurs enfants.

Parfait Wilfried Douniama

RGPH-5

# Le Congo compte 6,1 millions d'habitants

La population congolaise a quasiment doublé en l'espace de seize ans, passant de 3,7 millions en 2007 à 6,1 millions d'habitants en 2023. Les résultats préliminaires du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) ont été dévoilés, le 29 décembre, à Brazzaville, à l'issue de la réunion de la coordination nationale de l'opération.

Les résultats de ce recensement général traduisent, d'après les autorités, le rythme de croissance démographique du pays de 3,2%/an. « Au 17 mai 2023, date de référence du dénombrement principal, ces résultats indiquent que le territoire congolais compte 6 142 180 habitants et donc la population résidente du Congo est passée de 3 697 490 habitants en 2007 à 6 142 180 habitants en 2023, ce qui correspond à un rythme de croissance annuel intercensitaire de 3,2% », a affirmé la ministre en charge de la Statistique, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

La population congolaise reste essentiellement urbaine, les deux grandes villes, Brazzaville avec 2,1 millions d'âmes et Pointe-Noire avec 1,4 million, concentrent 58,2% d'habitants. Les femmes représentent 50,3%, contre 49,7% d'hommes dans le pays. Le communi-



Les membres de la coordination nationale Adiac

qué de la coordination nationale n'a pas fourni des délais sur les tranches d'âges ni les catégories socio-professionnelles.

Dans le reste des départements, la répartition de la population est variée : le Pool compte 394 532 habitants ; la Bouenza 363 850 habitants ;

la Likouala 355 570 habitants ; le Niari 334 863 habitants ; la Cuvette 316 599 habitants ; les Plateaux 283 421 habitants ; la Sangha 209 701

**« Au 17 mai 2023, date de référence du dénombrement principal, ces résultats indiquent que le territoire congolais compte 6 142 180 habitants et donc la population résidente du Congo est passée de 3 697 490 habitants en 2007 à 6 142 180 habitants en 2023, ce qui correspond à un rythme de croissance annuel intercensitaire de 3,2% »**

habitants ; la Cuvette-Ouest 119 328 habitants ; la Lékoumou 100 559 habitants ; et le Kouilou 97 362 habitants. « Les détails complets sont donnés dans le rapport des résultats préliminaires qui sera mis à la disposition des utilisateurs nationaux et internationaux », a assuré Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Elle s'est félicitée du succès de cette grande enquête démographique réalisée à l'aide des tablettes munies de GPS et plus de formulaires papiers permettant de garantir la fiabilité des données collectées. C'est pour la première fois que le pays recourt à la technologie Capi (Interview personnelle assistée par ordinateur) pour l'opération.

Notons que le Congo a bénéficié de l'accompagnement de ses partenaires traditionnels parmi lesquels le Fonds des Nations unies pour la population et la Banque mondiale.

**Fiacre Kombo**

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

# Des arbres fruitiers plantés au lycée Chaminade

Au terme de deux jours de travaux sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les sénateurs et députés ont organisé, récemment, une opération de planting d'agrumes au lycée Chaminade, dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto.

De nombreux plants d'agrumes, essentiellement des avocats, ont été mis en terre par les parlementaires, lors d'une opération spéciale sous l'égide du président de l'Alliance parlementaire congolaise pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Isidore Mvouba. Cette opération s'est tenue en présence de la représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Dr Yannick Arianne Rasoarimanana.

Le planting d'arbres fruitiers s'inscrivait dans le cadre de la mise en pratique, par les parlementaires, des notions apprises lors de l'atelier tenu sur le thème « Rôle des parlementaires dans la transformation des systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire au Congo dans la perspective de l'agenda 2030 ». Il visait aussi et surtout à contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Congo.

Au cours de cet atelier, les



Un échantillon de plants mis en terre au lycée chaminade/Adiac

parlementaires étaient sensibilisés à la nécessité de disposer des lois alignées sur le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique; de sensibiliser à une stratégie de finance-

ment qui assure des investissements durables ayant un impact social et environnemental positif. Il s'est agi aussi de sensibiliser les participants à la nécessité de la diversification

de l'économie verte à travers le planting d'arbres fruitiers ; de promouvoir la nutrition à travers la valorisation de l'éducation agricole à l'école et à la maison.

**Firmin Oyé**

### AVIS DE RECHERCHE

Pour la coopérative de Kombé ;

Un volailler, un porcher, un berger, un gardien

Un maraîcher petit champ et grand champ, expérience souhaitée de 2 à 10ans

Diplôme BEPC, BAC et BTS

Tels :06 662 31 24 ;05 723 37 59

Urgence signalée

## MAIRIE DE BRAZZAVILLE

# Onze ans sans pension, des retraités s'impatientent

Une délégation de l'Union des retraités des municipalités du Congo (URMC) a eu le 29 décembre, à Brazzaville, une séance de travail avec le ministre délégué, en charge de la Décentralisation et du Développement local, Juste Désiré Mondelé, pour réclamer la prise en charge de ses membres par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

La séance de travail s'est déroulée en présence du président de Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba; du préfet, directrice générale des collectivités locales, Jacésie Miyouna Oniangué; et du préfet, directrice générale de la fonction publique territoriale, Marich Ginalda Mavoungou. Les échanges ne semblent pas avoir mis d'accord les différentes parties au regard de l'attitude de la délégation de l'URMC qui camperait sur ses positions.

Selon le député maire de Brazzaville, la dette sociale auprès de la CNSS s'évaluait à 37 milliards FCFA dont 35 ont été payés par l'Etat. Actuellement, le Conseil municipal est en train de travailler avec l'Etat et la CNSS pour définir les modalités afin d'éponger cette dette. « Les retraités sont à 11 ans sans pension, la CNSS voudrait que nous signions encore un moratoire, nous n'avons pas refusé cette proposition, mais nous sommes en train de regarder comment éponger cette dette. Après les fêtes, nous allons nous retrouver avec les ministères en charge de la Sécurité sociale, des Finances, du Budget, de la Décentralisation et la CNSS pour essayer de trouver la solution définitive à ce pro-



Les participants à la séance de travail entre le ministre Juste Désiré Mondelé et la délégation de l'URMC/Adiac

blème et commencer à traiter les dossiers des agents au niveau de la CNSS », a expliqué Dieudonné Bantsimba.

Notons qu'entre 2015 et 2022, le nombre des agents de la municipalité de Brazzaville ayant fait valoir leurs droits à la re-

traite est estimé à environ 600, ne pouvant toujours pas prétendre à leurs pensions. Pour rappel, dans une déclaration

**« Les retraités sont à 11 ans sans pension, la CNSS voudrait que nous signions encore un moratoire, nous n'avons pas refusé cette proposition, mais nous sommes en train de regarder comment éponger cette dette. Après les fêtes, nous allons nous retrouver avec les ministères en charge de la Sécurité sociale, des Finances, du Budget, de la Décentralisation et la CNSS pour essayer de trouver la solution définitive à ce problème et commencer à traiter les dossiers des agents au niveau de la CNSS »**

rendue publique le 5 novembre dernier, l'URMC demandait à la CNSS le paiement des arriérés des pensions et rappels dus par cette caisse. Elle réclamait aussi le paiement des salaires impayés aux agents municipaux victimes des événements socio-politiques des années 1998 et 1999 ainsi que l'arriéré de salaire de décembre 1996 dû à l'ensemble des agents municipaux de Brazzaville et Dolisie. Cette organisation dénonçait, par la même occasion, l'interruption « sans autre forme de procès » du processus de paiement des arriérés de pensions amorcé en 2012 au titre des années 1997-1998. Elle exigeait, par ailleurs, la mise en place d'une commission paritaire réunissant les ministères des Finances, du Travail et de la Sécurité sociale, la direction générale de la CNSS et les représentants des retraités, dont la mission est de fixer un échéancier fiable de paiement des quinze trimestres d'arriérés de pensions depuis 1999 ; d'évaluer les rappels et d'en fixer les modalités de paiement. Les autres exigences portaient sur le paiement des arriérés dus aux agents municipaux du fait de la guerre civile, arriérés dont le dossier se trouve à la Caisse congolaise d'amortissement.

Parfait Wilfried Douniama

## SANTÉ PUBLIQUE

## Des médicaments pour améliorer la prise en charge des malades

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a remis, le 29 décembre à Brazzaville, le premier lot des médicaments essentiels et génériques d'une valeur de 800 millions FCFA destinés aux districts sanitaires du pays dans le cadre du projet «Kobikisa».

Les médicaments essentiels et génériques mis à disposition sont destinés aux districts sanitaires de Brazzaville. « Le médicament est notre outil de travail le plus précieux. Cette dotation contribuera à l'amélioration de nos performances et à la satisfaction de nos patients », a fait savoir le directeur départemental des Soins et Services de santé, le Dr Raphaël Issoibeka.

Le coordonnateur du projet «Kobikisa», le Dr Darius Mbou Essié, a quant à lui précisé que ces médicaments sont repartis en plusieurs classes thérapeutiques : consommables médicaux,

antibiotiques, antalgiques, anti-inflammatoires pour l'activité curative courante. « Le projet «Kobikisa» a pour objectif d'améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé pour les mères, les enfants et les ménages les plus vulnérables », a-t-il souligné.

Il a, par ailleurs, relevé quelques actions réalisées dans le cadre de ce projet en douze mois d'exercice. Il s'agit, entre autres, de l'acquisition de 56 000 poches de sang pour prévenir les ruptures en produits sanguins, à l'origine des décès maternels notamment ; l'acquisition de 525 000 doses de vaccin pour couvrir les be-



Remise symbolique des médicaments par le ministre de la Santé/Adiac

soins jusqu'en juin 2024. Dans leurs mots de circonstance respectifs, le directeur départemental des Soins et Services de santé de Braz-

zaville ainsi que le coordonnateur du projet «Kobikisa» ont appelé au respect de l'éthique et de la déontologie pour faire bon usage de ces

médicaments, en prenant l'engagement de faire en sorte qu'ils ne soient pas utilisés à titre individuel.

Rominique Makaya

## INONDATIONS

## Six départements déclarés sinistrés

Le gouvernement a déclaré le 29 décembre, au terme d'une réunion avec les représentants des agences du système des Nations unies, l'urgence humanitaire dans les départements de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette, des Plateaux, de Pointe-Noire et de Brazzaville où dix-sept décès sont signalés et six personnes portées disparues.

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, qui a présidé la réunion d'urgence, a annoncé le déclenchement du plan de contingence inondations élaboré par le gouvernement pour pallier ce genre de catastrophe. Parmi les décisions prises, il y a le déblocage immédiat des fonds pour assister les sinistrés, soit 2 milliards 419 millions FCFA ; la mise en place, par un acte réglementaire du Premier ministre, d'un fonds d'urgence qui sera abondé et alimenté pour faire face aux actions à mener pour juguler la catastrophe. L'autre décision concerne le déploiement rapide des équipes humanitaires pour assister les sinistrés. Ces équipes comprendront, entre autres, les représentants du système des Nations unies au Congo qui se sont engagés à accompagner le gouvernement. Les participants ont aussi décidé de la mise en place d'une plateforme de collaboration entre



Le Premier ministre présidant la réunion d'urgence/Primature

les parties présentes à cette réunion. A cet effet, un texte réglementaire du Premier ministre sera rendu public sous peu.

Selon les experts, les précipitations enregistrées actuellement sont deux fois plus importantes que la moyenne habituellement connue, le niveau des eaux de la rivière Oubangui, affluent majeur du fleuve Congo, a atteint un record de hauteur sur la période 2022-2023. Ces événements climatiques se produisent, a rappelé le communiqué du gouvernement, alors

que la population ne s'est pas encore relevée de l'impact des inondations précédentes, lesquelles avaient déjà affecté ses moyens d'existence.

« A ce jour, 320 891 personnes sont directement affectées par ces inondations. Le nombre de la population affectée dépasse largement celui des années passées. Plus de 2 292 hectares de terres cultivées ont été inondés, des maisons d'habitations sont complètement détruites, des administrations ont été également inondées, tandis que

des sources d'approvisionnement en eau potable ont été polluées », peut-on lire dans le communiqué.

D'après les prévisions mises à la disposition du gouvernement, ces phénomènes de crues ne reflueront pas dans l'immédiat. « Il est donc à craindre que les inondations se poursuivent durant toute la saison pluvieuse. A ce jour, le niveau des crues du fleuve Congo est évalué à 5,94 m, soit à 30 cm du niveau record enregistré lors des crues exceptionnelles de l'année 1961 », a

conclu le ministre de la Communication, Thierry Lezin Mougalla, à qui revenait la charge de lire le communiqué du gouvernement.

Notons que la réunion d'urgence a connu la participation du coordonnateur du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, accompagné des représentants du Programme des Nations unies pour le développement et du Programme alimentaire mondial, des représentants de la société civile ainsi que ceux des confessions religieuses.

Parfait Wilfried Douniama

## VIE ASSOCIATIVE

## Remy Ayayos Ikounga élu président des amicales des AET d'Afrique

Le colonel Remy Ayayos Ikounga a été élu à l'unanimité président de la Fédération des amicales des Anciens enfants de troupe (AET) d'Afrique, lors du congrès de la panafricaine des (AET) tenu à Dakar, au Sénégal, à l'occasion du centenaire de l'école Prytanée militaire Charles-Ntchoréré.

Au-delà de ses fonctions de président de l'association des AET du Congo, Rémy Ayayos Ikounga va désormais présider aux destinées de la Fédération des amicales des AET à l'échelle continentale. Finaliser le cadre juridique de l'institution conformément à la feuille de route définie par le congrès l'ayant porté à la tête de la structure est le travail auquel il va s'atteler dans un premier temps.

Dans son mot de circonstance, le président de la Fédération des amicales des AET d'Afrique a appelé à l'engagement citoyen, au renforcement de l'engagement panafricain pour l'intérêt du continent en soutenant, entre autres, les initiatives humanitaires, sociales et environnementales



bénéfiques pour les populations.

« La communauté des AET d'Afrique c'est notre passé et notre avenir; et nous œuvrerons ensemble à faire de la panafricaine

Le président de la Fédération des amicales des AET et les membres du bureau/Adiac des AET une organisation digne d'être associée à la réflexion globale inclusive sur l'avenir de notre continent », a fait savoir Rémy Ayayos Ikounga. Il souhaite entreprendre, par ailleurs,

des actions de sensibilisation en faveur de la paix, de la sécurité, du renforcement des valeurs civiques et morales. Il voudrait impacter positivement le destin du continent dans tous les do-

maines où les intelligences que regorge la panafricaine des AET pourraient être sollicitées.

Dans la réalisation de ces missions, l'AET Rémy Ayayos Ikounga sera appuyé par l'ensemble du bureau constitué des AET de différents pays. Souleyman Coulibaly de la Côte d'Ivoire est le premier vice-président ; Aziz Charles Farid Thiombiano du Burkina Faso en est le deuxième et le troisième est Abou Ahmed Diallo du Mali. Le Sénégal, qui abritera le siège de l'institution, a également la charge du secrétariat général et de la trésorerie générale. Quant au commissariat aux comptes, il sera assuré par des AET de la Centrafrique, du Niger et du Gabon.

Rominique Makaya

# Le Groupe BGFIBank vous souhaite une Excellente année 2024 !





Bénin - Cameroun - Centrafrique - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Équatoriale  
Madagascar - République Démocratique du Congo - São Tomé-et-Principe - Sénégal

[www.groupebgfibank.com](http://www.groupebgfibank.com)



**BGFIBank**  
Votre partenaire pour l'avenir






**Gagne comme  
jamais  
avec  
UBA Connect**

Gagnez des bons d'achat de **100.000 FCFA** et plein d'autres lots en faisant vos transactions avec **UBA Connect\***

\*Offre valable pour les transactions à partir de 1 million et ce jusqu'au 31 décembre 2023



Scanner pour télécharger  
**La nouvelle application mobile UBA**  
ou utiliser [bit.ly/newUBAmobile](https://bit.ly/newUBAmobile)

[www.ubacongobrazzaville.com](http://www.ubacongobrazzaville.com)  
Africa, USA, UK, France, UAE  
Africa's Global Bank



AFRICA FINANCE BANKING & DIGITALISATION SUMMIT

25 & 26 January 2024  
BRAZZAVILLE

Host country :



Organisers :



**Maap**

Platinum Partners :



Media Partners :






Under the high patronage of H .E. Denis Sassou-Nguesso, President of the Republic of Congo, the first Africa Finance, Banking and Digitalisation Summit: AFBDS - CEMAC will be held in Brazzaville on thursday 25<sup>th</sup> and friday 26<sup>th</sup> January 2024.

**THE THEMES TO BE DISCUSSED :**

- Fintech and financial compliance
- Technological innovation
- The challenges of the banking and financial ecosystem in the CEMAC zone.
- Financial inclusion.
- The digitalisation of payments
- The fight against money laundering

AFRICA FINANCE, BANKING & DIGITALISATION AWARDS : AFBDA - CEMAC

**THE CATEGORIES TO AWARDED :**

- Banker of the year in the CEMAC zone
- Bank of the year in the CEMAC zone
- CEMAC Zone finance minister of the year
- CEMAC Fintech of the Year
- CEMAC SME Bank of the Year
- Banking and finance women of the year
- CEMAC Asset Management Compagny of the year

[www.afbds.com](http://www.afbds.com)



## APPUI AU SECTEUR PRIVÉ

## UBA-Congo offre des crédits exceptionnels aux PME et PMI

United Bank for Africa (UBA) vient de lancer des facilités de fonds de roulement sous la forme de prêts à court terme ou découverts, ainsi que des facilités de financement d'actifs pouvant aller jusqu'à 150 000 dollars (près de 90 millions FCFA). Ces nouvelles offres de crédits ont été présentées, le 21 décembre, à Brazzaville, par le directeur général de UBA-Congo, Vincent Ngimbock.

Les facilités de crédits offertes par UBA-Congo sont destinées principalement aux Petites et moyennes entreprises (PME) et Petites et moyennes industries (PMI) évoluant dans les secteurs de l'Agro-alimentaire, de l'Automobile, les produits pharmaceutiques, les transport et logistique. Le produit est ouvert aux PME et PMI basées au Congo, à condition que le montant du finance-

ment sollicité n'excède pas de 25% le chiffre d'affaires annuel moyen réalisé au cours des deux dernières années par l'entreprise.

Contrairement aux autres produits bancaires de UBA, les conditions de garantie sont assouplies et allégées pour les deux types de financement. « S'agissant du financement des actifs d'exploitation, la durée de ce financement est de 4 ans



maximum. Il est assorti des conditions en matière de garantie qui sont plus souples que le financement classique où l'on demande généralement les hypothèques à hauteur de 150% », a indiqué le directeur général de l'UBA-Congo. Pour faciliter l'accès au financement, a ajouté Vincent Ngimbock, le promoteur de la PME ou PMI n'apporte que 15% d'apport personnel et en terme de taux il est de 11%. Mieux, lorsque les promoteurs des entreprises sont des femmes, le taux d'intérêt est fixé à 10%, pour encourager la gent féminine à pouvoir s'impliquer davantage dans le business. Globalement, les modalités de remboursement sont assez souples, cela peut être soit mensuel, soit trimestriel en fonction de l'activité du client.

Notons que les conditions de garantie de ces offres de financement ont été

assouplies grâce à un accord de partenariat conclu entre le groupe UBA et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Les financements garantis visent à contribuer à l'éclosion des PME/PMI dans les secteurs d'activité énumérés et à rendre effective l'opérationnalisation de la Zlecaf.

Le financement des PME/PMI à UBA Congo et dans le Groupe UBA se trouve désormais au cœur de nos activités, a martelé Karl Mantot, le responsable des PME/PMI chez UBA. Une grande campagne d'information est donc lancée autour des avantages de ces offres de financements. « La garantie reste un frein quand même au financement des entreprises, mais avec ce produit, nous pensons que nous sommes assez flexible », a assuré Karl Mantot.



## L'AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE



L'Agence d'Information d'Afrique Centrale (ADIAC) et l'ensemble de ses équipes vous souhaitent une bonne année 2024

Santé, prospérité, bonheur et paix



# BONANA



84, boulevard Denis Sassou N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo

## SANTÉ DE LA RÉPRODUCTION

## L'infertilité masculine au menu des assises des universités de gynécologie

Les troisièmes universités de gynécologie obstétrique organisées par la Société congolaise de gynécologie obstétrique (Socogo), en collaboration avec le ministère de la Santé et de la Population, le 27 décembre 2023 à Brazzaville, ont planché sur l'infertilité chez l'homme, en vue de faire connaître davantage cette maladie pour une prise en charge optimale.

La rencontre a permis de rappeler les normes des règles de bonne pratique en matière d'infertilité, posant les bases dans la prise en charge de l'infertilité. Sur le thème « La prise en charge de l'infertilité, état des lieux et perspectives en République du Congo », elle avait pour objectif de sensibiliser les acteurs évoluant dans le secteur de la santé et les couples à une prise de conscience de la gravité de cette pathologie au sein de population. Interpellant l'auditoire à l'occasion, le président de la Socogo, le gynécologue Clotaire Itoua, a souligné que l'infertilité est une épidémie, un problème majeur de santé publique dont les



Dr Lucien Manga

conséquences dans la vie des couples engendrent les rejets et les divorces.

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé au Congo, le Dr Lu-

dien Manga, a exhorté les participants à travailler sur l'état psychologique des personnes atteintes de cette maladie. Pour sa part, le représentant du Fonds des Nations unies pour la population au Congo, Victor Rakoto, a encouragé l'initiative qui donne à chaque couple la possibilité d'avoir le nombre d'enfants voulu et d'éliminer les risques liés à la maternité.

L'implication des pouvoirs publics serait nécessaire afin d'alléger le coût dans la prise en charge du traitement de l'infertilité. Car, la souffrance du désir d'avoir un enfant n'est pas physique, mais psychologique et tout ce qui est psychologique est difficile à compter et à percevoir.

Ainsi, le conseiller technique du ministère de la Santé et de la Population, Ludovic Ancelle Gnekou-

mou Libaba, a indiqué que le thème de cette rencontre interpelle tout le monde. « En République du Congo, malgré les progrès réalisés dans l'amélioration de l'offre de soins et services de santé, la situation de la prise en charge de l'infertilité demeure préoccupante », a-t-il souligné.

Ce dernier a argumenté que l'accès aux technologies de l'assistance à la procréation médicalement assistée est l'une des solutions pour atténuer, tant soit peu, les victimes de cette maladie. Malheureusement, cette technologie est inexistante dans les services publics et embryonnaire dans les services privés.

« Lorsque ces services sont disponibles dans les privés, les coûts ne sont pas à la portée de tout le monde », a-t-il ajouté.

Fortuné Ibara

## FÊTE DE NOUVEL AN

## Des kits alimentaires pour des personnes vulnérables de Bacongo

L'administrateur-maire de Bacongo, Simone Loubienga, a mis à profit le dimanche de Saint Sylvestre, clôturant l'année 2023, pour offrir des kits alimentaires et non vivres à une centaine de seniors et personnes vulnérables habitant les neuf quartiers que compte ce deuxième arrondissement de Brazzaville.

Devenu une tradition depuis 2015, année de sa prise de fonctions, l'élan de solidarité imprimé par l'administrateur-maire de Bacongo, Simone Loubienga, s'est encore manifesté en cette fin d'année. Elle a remis, entre autres, des poulets, poissons salés, riz, tomates, manioc ainsi que des seaux et bassines à un échantillon de personnes pauvres de son arrondissement, le 31 décembre. « La fin de l'année partout dans les sociétés humaines à l'échelle planétaire est célébrée par des réjouissances. C'est dans ce contexte et dans l'élan de solidarité des Bantous que nous avons pris la coutume d'offrir à nos seniors et personnes vulnérables identifiés par les soins des responsables des quartiers des kits alimentaires. Car les sentiments humains nous commandent de nous porter assistance surtout en faveur des plus vulnérables », a justifié Simone Loubienga.

Selon elle, la cérémonie de remise officielle de ce don est un moment très capital pour les autorités locales de Bacongo. Elle représente l'occasion de consolider les liens de solidarité entre la mairie et les habitants de cet arrondissement dont les bénéficiaires de ce énième geste



Simone Loubienga remettant un kit à un bénéficiaire/DR

constituent un échantillon représentatif. « C'est comme une communion fraternelle avec vous. C'est l'occasion pour moi de témoigner aussi nos sentiments de profonde gratitude à nos partenaires qui nous ont apporté leur aide pour la réussite de cette cérémonie. Je vous dis un grand merci pour votre soutien combien inestimable », a-t-elle remercié.

En effet, pour accomplir cet acte de générosité, la mairie de Bacongo a dû compter sur plusieurs partenaires au nombre desquels la Société Afric, la communauté malienne, la société Mwana mboka, Ragec, la SCAC, Sundeep, la Congolaise des congelés ainsi que l'Association des commerçants et vendeurs des marchés Total et Commission. Un élan de solidarité salué par les bénéficiaires dont certains ne savaient plus à quel saint se vouer à quelques heures de la fête du 1er janvier.

Notons que la remise de ce don a coïncidé avec la date de création de la mairie de Bacongo, le 31 décembre 1943. Ainsi, le 80e anniversaire de la création de l'arrondissement 2, Bacongo, sera célébré, à en croire Simone Loubienga, courant le premier trimestre 2024.

Parfait Wilfried Douniama

## COMMÉMORATION

# La Maison russe totalise 55 ans d'existence

L'ex Centre culturel russe (CCR), l'actuelle Maison russe, a totalisé ses 55 ans d'existence en République du Congo. La directrice de cette institution culturelle, Maria Fakhruddinova, a animé une conférence de presse, le 26 décembre 2023 à Brazzaville, au cours de laquelle elle a annoncé l'ouverture d'une série des activités y relatives.

Créé en 1968, le CCR, dénommé Maison russe depuis 2021, a totalisé ses 55 ans d'implantation au Congo. Afin de commémorer l'événement avec faste, sa directrice, Maria Fakhruddinova, a étalé un programme des activités retenues, à savoir la conférence de presse, suivie de la préparation d'une série d'émissions consacrées à la culture russe et aux activités de la Maison russe. Dans le cadre de l'éducation formation, il est prévu l'inauguration d'une salle multimédia, le 6 janvier, la veille de la fête orthodoxe. Cette salle ne sera pas seulement disponible pour ceux qui font la langue russe, mais aussi pour les jeunes qui veulent apprendre le numérique. Il y aura également une exposition consacrée à la Maison russe (l'histoire de la Maison russe, de ses activités et également de l'équipe qui y travaille, parce que certains membres y sont depuis près de vingt ans). Le 12 janvier 2024, sera organisé un concert avec les artistes congolais, et le 14 janvier, une marche populaire.

Dressant le bilan de cette maison qui est à la fois la représentation régionale avec siège au Congo, sa directrice a dit que l'éducation est une priorité. Les Congolais, a-t-elle dit, ont commencé à se rendre en Russie depuis plusieurs années et l'on compte des milliers de boursiers, neuf à dix mille. Elle a indiqué que depuis 2010, la Russie a augmenté cinq fois le nombre des boursiers. Si en 2015 ce nombre était de 70, en 2023 il est passé à 250 boursiers. La demande a augmenté pour les jeunes qui postulent



Maria Fakhruddinova, lors de la conférence de presse/DR

pour les bourses et la Maison russe va faire de son mieux afin que le nombre des bourses augmente également, a fait savoir Maria Fakhruddinova. « *Quand je suis arrivée ici, le nombre des bourses était seulement de 100 personnes. Pendant ces trois ans, nous sommes passés à 250 et cela concerne tous les niveaux d'études: doctorat, licence, master. Nous sommes en train de réfléchir sur comment intégrer la possibilité d'avoir la formation moyenne. Je peux vous rappeler qu'il y a beaucoup de formations que la Maison russe offre* », a-t-elle assuré.

#### Des enseignants et journalistes formés par la Maison russe

L'éducation ne s'arrêtant pas qu'aux bourses, la Maison russe

a offert la formation aux enseignants de la langue russe ainsi qu'aux jeunes apprenants. Représentation régionale, elle a offert cette année la possibilité aux professeurs des deux Congo de voyager pour une formation continue. « *Chaque année, on envoie des professeurs de la langue russe dans différents pays pour avoir des échanges entre professionnels. Cette année, il y a eu une large délégation de tous les russophones au Sénégal. On a été représenté par neuf professeurs des deux Congo... Il y a eu aussi la formation des journalistes. Certains ont eu la possibilité de renforcer leur compétence en leadership. Cette fois-ci, il y a eu une délégation assez élargie, notamment les directeurs des informations de*

*Télé Congo, de DRTV, de Radio Congo et des rédactions des Dépêches de Brazzaville. Ce programme se poursuivra l'année prochaine* », a-t-elle promis.

La directrice de la Maison russe a fait savoir que pour 2023, il y a plus de 960 jeunes qui suivent les cours de la langue russe et il n'y a pas de limite d'âge pour l'apprendre, à partir de 6 ans. Tout le monde est concerné, y compris les expatriés. « *La langue russe est devenue importante pour plusieurs raisons et est reprise dans certaines localités où elle a été enseignée auparavant, à savoir Pointe-Noire, Ouesso, puis dans d'autres où elle n'a jamais été enseignée comme Djambala. Elle est aussi enseignée dans divers établissements privés.*

*Cette année, il y a cent jeunes professeurs qui sont recrutés par l'État, pour la plupart revenus de la Russie. Certains travaillent en tant que prestataires tant à Brazzaville qu'à Pointe-Noire* », a-t-elle informé. Maria Fakhruddinova a indiqué à l'auditoire que ceux qui apprennent la langue russe au sein de leur institution ont la possibilité de faire les cours de slam en même temps en russe et en français. L'année prochaine, les ateliers pour les dessins vont recommencer et il y aura aussi la préparation des cours de l'Institut supérieur. Chaque année, des jeunes à partir de 18 ans jusqu'à 30 ans partent pour la Russie rencontrer leurs homologues dans différents domaines. Cette année, les délégations du Congo et de la Maison russe ont été parmi celles qui ont représenté leurs pays lors du sommet "Russie Afrique". Ce sommet a eu deux volets dont celui sur la jeunesse pour lequel le Congo a été largement représenté.

La directrice de la Maison russe a précisé aussi que son institution organise chaque année le concours du slam. Elle a organisé également la première édition « Rumba na bilengue » en milieu jeune. Une chanteuse russe en a été inspirée et a interprété des chansons russes sur le style rumba. La Maison russe donne aussi chaque année la possibilité aux jeunes artistes peintres d'aller en Russie, dans le cadre de la résidence artistique. Il s'agit d'une activité appelée « Saison russe ».

**Bruno Zéphirin Okokana**

## NIGER

## Révision des accords militaires avec les pays partenaires

Les autorités nigériennes ont annoncé la révision de tous les accords militaires avec les pays disposant des bases sur leur sol.

La décision a été notifiée aux pays concernés dans une correspondance adressée à leurs représentations diplomatiques par le ministère nigérien des Affaires étrangères. « *Depuis l'avènement au pouvoir du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, le 26 juillet 2023, le Niger s'est résolument engagé dans la voie de l'affirmation de sa souveraineté, la sauvegarde de la patrie et la défense de ses intérêts* », a-t-on indiqué. « *Dans cette perspective et conformément aux exigences du peuple nigérien,*

*le ministère informe tous les pays partenaires, qui disposent d'une force militaire stationnée sur le territoire national, que le Niger procédera à une révision de tous les accords signés avec lesdits pays* », a ajouté la même source, précisant qu'à cet effet, « *un projet de protocole d'accord leur sera soumis pour insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale* ».

Désormais, seuls les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie disposent des bases militaires au Niger. Suite au coup d'État du 26 juillet

dernier et au refus des autorités françaises de leur reconnaître toute légitimité, les militaires au pouvoir ont demandé et obtenu le retrait de tous les soldats français au Niger. Niamey était l'un des derniers alliés de Paris. Les derniers soldats français ont quitté Niamey le 22 décembre, marquant la fin du processus de désengagement des forces françaises au Sahel. Après un bras de fer de deux mois avec les nouvelles autorités à Niamey qui avaient dénoncé plusieurs accords militaires avec Paris, le pré-

sident français, Emmanuel Macron, avait annoncé, le 24 septembre, que les troupes françaises seraient parties du Niger « *d'ici la fin de l'année* ». En outre, la France a fermé son ambassade le 21 décembre, où elle n'était plus en capacité de fonctionner normalement. Le 25 décembre, le Niger est allé plus loin, suspendant toute forme de coopération avec la Francophonie. Cette décision ferait suite à celle prise le 19 décembre par l'Organisation internationale de la Francophonie de suspendre le Niger de ses instances.

Depuis le coup d'État qui

a renversé le président élu Mohamed Bazoum, les généraux au pouvoir ont rompu les liens avec plusieurs partenaires occidentaux et se sont rapprochés de la Russie. Le Mali et le Burkina Faso, d'où les forces françaises se sont également retirées, se sont rapprochés de Moscou. Les trois pays ont conclu une alliance pour lutter contre les djihadistes. Après cette série de déconvenues au Sahel, la France réorganise sa présence en Afrique et compte réduire nettement ses effectifs militaires dans tous les pays où elle opère encore, sauf à Djibouti.

**Noël Ndong**

## BURKINA FASO

# La Russie rouvre son ambassade à Ouagadougou

La Russie a rouvert, le 28 décembre 2023, son ambassade au Burkina Faso qu'elle avait fermée en 1992, poursuivant ainsi son rapprochement avec ce pays sahélien.

« Nous assistons aujourd'hui à la cérémonie de reprise des activités de l'ambassade de Russie à Ouagadougou. La Russie continuera à apporter son assistance au Burkina Faso pour la formation des spécialistes, des cadres nationaux, civils et militaires. Nous sommes déterminés à élargir la coopération dans les domaines », a déclaré l'ambassadeur de Russie en Côte d'Ivoire, accrédité au Burkina Faso, Alexeï Saltykov, lors de la réouverture de la chancellerie.

« Nous espérons que les partenaires burkinabè élargiront progressivement les gammes de produits achetés en Russie, notamment les machines agricoles, des engrais minéraux, ainsi que des équipements pour l'industrie minière », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, « 25 000 tonnes de blé » représentant « une aide humanitaire de la part de la Russie » sont « en train d'être acheminées vers le Burkina Faso », a indiqué Alexeï Saltykov.

Le diplomate russe réside jusqu'à présent à Abidjan mais a fait des déplacements réguliers à Ouagadougou ces derniers mois. Il a ajouté qu'il dirigerait dans un premier temps la mission diplomatique au Burkina jusqu'à la nomination d'un ambassadeur par le président russe, Vladimir Poutine. Le Premier ministre burkinabè,



**« Nous assistons aujourd'hui à la cérémonie de reprise des activités de l'ambassade de Russie à Ouagadougou. La Russie continuera à apporter son assistance au Burkina Faso pour la formation des spécialistes, des cadres nationaux, civils et militaires. Nous sommes déterminés à élargir la coopération dans les domaines »**

Appolinaire Joachimson Kyélèm de Tambéla; le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Karamoko Jean-Marie Traoré; d'autres membres du gouvernement et le chef d'état-major général des armées du Burkina étaient présents lors de la cérémonie.

De son côté, le chef de la diplomatie burkinabè, Karamoko Jean-Marie Traoré, a assuré lors de la cérémonie que la fermeture de l'ambassade de Russie, il y a trente et un ans, n'avait pas mis fin à la « coopération » entre les deux pays, qui comprend notam-

ment la formation de plusieurs cadres.

Depuis le coup d'Etat qui a porté le capitaine Ibrahim Traoré au pouvoir en septembre 2022, le Burkina Faso a rompu ses relations avec la France et cherche à diversifier ses partenaires.

Ouagadougou a notamment obtenu en début de 2023 le départ des troupes françaises de son sol, avant de se rapprocher de la Russie. Un accord a été signé par les deux pays mi-octobre pour la construction d'une centrale nucléaire russe au Burkina, où moins d'un quart de la population a accès à l'électricité.

En début septembre, une délégation russe, conduite par le vice-ministre de la Défense, Iounous-Bek Evkourov, s'était rendue à Ouagadougou pour échanger avec Ibrahim Traoré sur des questions de développement et de coopération militaire. Quelques semaines après le dernier coup d'Etat, le Burkina avait octroyé le permis d'exploitation d'une nouvelle mine d'or à la société russe Nordgold, qui exploitait déjà trois gisements dans le Nord du pays.

Lors du sommet de Saint-Pétersbourg en juillet dernier, le président russe, Vladimir Poutine, avait annoncé que Moscou allait livrer gratuitement, dans les mois à venir, des céréales à six pays africains, dont le Burkina.

Le pays s'est également rapproché du Mali et du Niger, dirigés eux aussi par des régimes militaires et liés par l'Alliance des Etats du Sahel, une coopération de défense qui entretient également des relations avec Moscou.

*Yvette Reine Nzaba*

## ETHIOPIE

## Rejet des allégations d'une famine imminente au Tigré

Le gouvernement éthiopien a rejeté, le 29 décembre 2023, les allégations des autorités du Tigré selon lesquelles une famine serait imminente dans cette région septentrionale dévastée par deux ans de guerre.

Plus de 90% de la population du Tigré est « exposée au risque de famine et de mort », avait déclaré sur X (ex-Twitter) le président de l'administration intérimaire de la région, Getachew Reda, en appelant à l'aide le gouvernement éthiopien et la communauté internationale. Il avait comparé la situation à la famine des années 1980 en Ethiopie, qui avait fait environ un million

de morts. Une récente déclaration selon laquelle « la crise dans la région du Tigré est en train d'évoluer vers une famine et une sécheresse comparables à celles de 1984-1985 est complètement fausse », avait affirmé le porte-parole du gouvernement fédéral, Legesse Tulu. Il a toutefois reconnu que 3,8 millions de personnes « sont confrontées au risque de

sécheresse » dans plusieurs zones du Tigré, ainsi que dans les régions voisines d'Amhara et d'Afar.

En outre, 1,1 million de personnes ont été touchées par des inondations, a-t-il déclaré, ajoutant que le gouvernement fédéral procurait de l'aide à ceux qui en avaient besoin. Dans son message sur X, Getachew Reda avait mis en garde contre une « catastrophe humanitaire imminente », due, selon lui, aux effets de deux ans de guerre entre 2020 et 2022, à la sécheresse suivie de pluies destructrices, ainsi qu'à la suspension temporaire cette année de l'aide des Etats-Unis et du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'Organisation des Nations unies (ONU).

L'Usaid et le PAM ont interrompu en juin toute aide alimentaire à l'Ethiopie, au motif de détournements, et leurs livraisons ne reprennent que lentement. La situation sur le terrain dans le Nord du pays ne peut être vérifiée de manière indépendante, car l'accès des médias au Tigré est restreint par le gouvernement fédéral. Dans un communiqué le 22 décembre, l'agence de l'ONU chargée de la coordination humanitaire avait déjà mis en garde contre le risque, jusqu'en mai 2024, d'une détérioration de la situation alimentaire au Tigré.

*Noël Ndong*

## MALI

## La Minusma prend officiellement fin

Après dix ans de présence effective, la Mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali (Minusma) a cessé totalement ses opérations, le 31 décembre 2023. Un départ demandé par les autorités de la transition du pays.

« La Minusma a descendu le drapeau des Nations unies sur son quartier général proche de l'aéroport de la capitale Bamako », a fait savoir sa porte-parole, Fatoumata Kaba. La cérémonie organisée dans la matinée a marqué symboliquement la fin de la mission.

En novembre dernier, l'armée malienne, avec le soutien décisif du groupe paramilitaire russe Wagner, a pu reprendre la ville de Kidal des mains des rebelles de la coalition CSP-PSD. Mais la situation sécuritaire continue à poser problème sur le terrain. Le 30 décembre, les jihadistes ont lancé des obus. La veille, ils ont effectué des tirs de mortiers vers la localité de Kidal, dont l'armée a repris le contrôle le mois dernier. Dans des communiqués contradictoires, chaque camp affirme avoir infligé des pertes à l'adversaire.

Pour le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, allié d'Al-Qaïda, le départ de la Minusma et le contrôle de la ville de Kidal par l'armée malienne appuyée par les combattants du groupe paramilitaire russe Wagner constituent une nouvelle étape dans la lutte. Celle-ci va se poursuivre, a déclaré Lyad Ag Ghaly, le chef du groupe terroriste, dans une vidéo.

Pour la junte malienne, toutefois, le départ définitif de la Minusma est plutôt l'occasion pour l'armée nationale de déployer sur le terrain les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

*Y.R.Nz.*



L'Usaid et le PAM ont interrompu en juin toute aide alimentaire à l'Ethiopie, au motif de détournements, et leurs livraisons ne reprennent que lentement. Ben Curtis/Associated press

## ELECTION PRÉSIDENTIELLE

## La Cenco et l'ECC confirment l'écart entre Félix Tshisekedi et ses concurrents

Le rapport tant attendu de la Mission d'observation électorale (MOE) conjointe Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco)-Eglise du Christ au Congo (ECC) a finalement livré ses secrets, le 28 décembre 2023, confirmation du triomphe électoral du candidat Félix Tshisekedi.

Selon la mission qui s'est gardé de citer le président de la République sortant, il «s'est largement démarqué des autres candidats avec plus de la moitié de suffrages à lui seul». Le rapport note que ce détail découle du dispositif de comptage parallèle des voix que la MOE Cenco-ECC a mis en place. Cosigné par le révérend Eric Nsenga et Mgr Donatien Nshole, respectivement pour l'ECC et la Cenco, le document salue, par ailleurs, les efforts fournis par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et le gouvernement ainsi que toutes les autres parties prenantes au processus électoral pour la tenue des scrutins combinés du 20 décembre dernier.

Toutefois, le texte fait état «de nombreux cas d'irrégularités susceptibles d'affecter l'intégrité des résultats de différents scrutins, à certains endroits». La MOE met, de ce fait, à la disposition de toutes les parties prenantes un document annexe reprenant les irrégularités documentées. Quant à la validité des résultats, elle préfère placer la Céni, la Cour constitutionnelle ainsi que les cours et tribunaux concernés devant leurs responsabilités. La MOE les invite à tirer toutes les conséquences qui s'imposent, en fonction de l'incidence sur la base des calculs des résultats pour le scrutin concerné, avant de proclamer respectivement les résultats provisoires et définitifs.

Eu égard aux conditions dans lesquelles les scrutins se sont déroulés, la MOE demande particulièrement à la Céni, pour rassurer les différentes parties prenantes, de préciser le nombre de BVD qui ont ouvert le 20 décembre et ceux ayant ouvert après cette date, en informant aussi sur le nombre de DEV et bulletins qui y ont été utilisés régulièrement. Enfin, la MOE exhorte la Céni à ne publier les résultats provisoires que sur la base de ceux consolidés de tous les centres locaux de compilation des résultats.

Alain Diasso

## Tony C. Bolamba s'incline devant le verdict de la Céni

Candidat indépendant à la présidentielle du 20 décembre 2023, Tony Cassius Bolamba vient, dans une déclaration politique de reconnaissance de la réélection de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, publiée le 28 décembre, de féliciter ce dernier en attendant l'enterinement de sa réélection par la Cour constitutionnelle.

L'ex gouverneur de l'Équateur reconnaît, dans son message, l'écart considérable creusé par le président sortant, considérant cela comme énorme et irrattrapable. «Un homme d'Etat n'a qu'une parole, je me plie devant le verdict de la Céni nonobstant qu'il soit encore provisoire», écrit-il. Préférant arborer, dans cette circonstance, l'habit d'un homme humble, libre, éclairé et de bonne moralité, Tony Bolamba se veut sincère dans son expression. Sans ambages ni détours, il lâche : «Je félicite le candidat n°20 pour sa réélection».

Acteur politique de haut vol empreint d'un esprit patriotique, le candidat n°7 à la présidentielle considère, à ce stade, que la victoire de Félix Tshisekedi est déjà scellée et évite, par conséquent, de verser dans la contestation inutile et contreproductive. «Je suis un homme d'État. Nous savons tous que nous sommes allés à ces élections dans des circonstances troubles. Notre pays fait face à la rébellion du M23 et jamais, notre classe politique n'avait été si divisée durant une campagne électo-



Tony Cassius Bolamba

rale», fait-il remarquer, non sans adresser quelques recommandations au président de la République réélu.

Il l'exhorte à rassembler autour de lui les Congolaises et Congolais de toute obédience en vue des échanges républicains pour le bien du pays qui fait face à plusieurs complots menaçant sa stabilité et l'unité nationale. Tony Bolamba lui exige également de prendre langue avec ses anciens concurrents à la présidentielle pour panser les plaies découlant de la tension ayant caractérisé les joutes électorales et faire

la paix des braves. Enfin, il lui recommande d'éclairer la communauté nationale face à l'adversité, et surtout, de protéger le peuple congolais face à l'injustice sociale qu'il vit au quotidien. Tony Bolamba n'a pas manqué, dans son message, de saluer les Congolais qui ont cru en lui en votant pour le projet de l'austérité dont il était porteur. Il invite les jeunes au calme et à ne pas succomber à toute forme de manipulation afin de protéger l'unité nationale face aux ennemis de la République.

A.D.

## NORD-KIVU

## Le contingent militaire sud-africain de la SADC déjà présent à Goma

La ville de Goma a accueilli sur son sol, le 27 décembre 2023, les premières troupes de la force régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Les troupes qui se déploient progressivement dans le Nord Kivu sont appelées à succéder au contingent de l'East African Community (EAC) dont le mandat n'a pas été renouvelé par les autorités congolaises. L'arrivée à Goma des troupes de la SADC a coïncidé avec le retrait total des soldats kényans de la force régionale de l'EAC qui ont regagné Nairobi. De cette équipe d'avance des soldats sud-africains de la SADC, l'on note la présence des militaires, des hommes et des femmes dotés d'un mandat offensif.

D'après des sources militaires, ledit mandat est de douze mois et doit expédier en République démocratique du Congo (RDC) l'équivalent d'une brigade, soit environ sept mille hommes, ainsi que du soutien aérien, maritime et d'artillerie. Contrairement à la précédente

mission de l'EAC, celle de la SADC est appelée à soutenir la RDC dans sa campagne de neutralisation des groupes armés actifs dans l'Est du pays. La mission visera principalement à lutter contre les rebelles du M23 qui contrôlent une partie de la province du Nord-Kivu, apprend-on. En attendant l'arrivée des contingents supplémentaires, notamment de la Tanzanie et du Malawi, lesquels sont appelés à rejoindre les troupes déjà sur place, aucune indication n'est fournie quant au nombre réel des soldats censés composer cette force militaire régionale. Pour rappel, le déploiement des troupes de la SADC au Nord-Kivu fait suite aux conclusions d'une réunion du Comité ministériel des pays de l'Afrique australe, tenue le 3 novembre dernier, à Luanda, en Angola.

A.D.

## BRICS

## De nombreux défis à relever en 2024

En 2023, les demandes d'adhésion au groupe ont dépassé la vingtaine de pays. Cet intérêt fort des États du Sud global couronne l'année qui s'achève, estime Marco Fernandes, professeur d'histoire et chercheur à l'Institut tricontinental.

La plupart des fonds attirés par la Banque actuellement sont exprimés en dollars, a rappelé l'enseignant. Pour lui, le principal défi en 2024 sera donc de faire avancer les discussions sur la dédollarisation.

« Sur ces 33 milliards de dollars, seul l'équivalent de 5 milliards de dollars, plus ou moins, a été levé en yuan, la monnaie chinoise. Le reste était principalement en dollars et une partie en euros. Or, c'est un problème, justement parce que les pays du Sud, lorsqu'ils empruntent en dollars, restent sujets aux fluctuations des taux de change et à la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine », a expliqué le chercheur dans un entretien publié le 28 décembre.

« L'objectif de la banque des Brics d'ici à 2026 est de lever jusqu'à 30% en monnaies locales », a précisé Marco Fernandes. Un autre grand débat au sein des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se portera, selon lui, l'année prochaine sur une monnaie commune. Elle servira de référence dans les réserves entre les membres du groupe mais ne sera pas en circulation, a-t-il indiqué.

En 2024, c'est le Brésil qui devait assumer la présidence tournante des Brics. Toutefois, le président Luiz Inacio Lula da Silva a demandé au groupe de le libérer de cette fonction, car en 2024 son pays sera également à la tête du G20. Pour lui éviter un cumul de responsabilités très complexe, il a été décidé d'avancer l'entrée de la Russie à la présidence des Brics.

Cette décision a été saluée par Marco Fernandes, car elle intervient au moment où la Russie est en train de chercher une alternative au dollar. « De plus, Moscou essaie de construire un monde multipolaire, libre des diktats de Washington et à l'écoute des besoins du Sud global », a-t-il dit.

« Je pense que rien ne pouvait être mieux pour les Brics, en cette année de consolidation de l'expansion et d'avancement des discussions sur les alternatives au dollar; que de voir la Russie prendre la présidence à ce moment-là », a conclu le chercheur.

Rappelons que le prochain sommet des Brics se tiendra à Kazan, en Russie.

Yvette Reine Nzaba

## « LA NUIT DES TECHNICIENS DU CINÉMA »

## Une initiative dédiée à valoriser les héros dans l'ombre

Après trois éditions réussies, « La nuit des techniciens du cinéma » poursuit son chemin et annonce une quatrième édition en 2024, ouverte à tous les pays africains.

De la conception à la diffusion en passant par le tournage, le montage ou la finalisation, la qualité d'une œuvre cinématographique diffusée en salle ou à la télévision repose sur un travail d'équipe. Néanmoins, le secteur ne se limite pas qu'aux personnalités qui passent à l'écran. L'industrie cinématographique regorge d'une panoplie de main-d'œuvre, pas toujours prise en compte lors des concours ou cérémonies de distinction.

C'est dans cette perspective que le festival Récit Togo s'est engagé, depuis 2021, à organiser « La nuit des techniciens du cinéma » en vue de récompenser



également le mérite des talents qui, derrière la caméra, abattent non seulement un travail remarquable mais aussi contribuent à la réussite de la production d'un

film. Une édition inaugurale qui avait eu le mérite de nommer plus de quatre-vingt-dix techniciens à travers l'Afrique et sa diaspora et surtout de décerner qua-

rante prix d'honneur.

Après ses premières éditions à Kpalimé, la seconde ville de l'Ouest du Togo, « La nuit des techniciens du cinéma » a annoncé, le 15 décembre 2023, les couleurs de sa quatrième édition qui se déroulera à Lomé, en 2024. A cet effet, un appel à candidature est lancé jusqu'au 25 février 2024. Les inscriptions concernent les techniciens africains et ceux de la diaspora. Sont, entre autres éligibles, les réalisateurs, producteurs, machinistes, directeurs artistiques, directeurs de la photographie, ingénieurs du son, directeurs de post-production, scriptes, régisseurs de son, cadresurs,

chefs monteurs, etc.

Pour postuler, chaque technicien est invité à soumettre une filmographie ou un curriculum vitae en plus des liens des making-off de cinq films au maximum sur lesquels il a eu à travailler. A défaut, une capture d'écran en PNG/JPG de ses cinq génériques de films sur lesquels il a collaboré. « *Le tout est à envoyer par mail : nuitcine228@gmail.com. C'est le moment de vous inscrire pour des récompenses spéciales à votre endroit grâce à vos talents sur les plateaux de tournage. Postulez et la chance sera de votre côté* », estiment les organisateurs.

Merveille Jessica Atipo

## HUMEUR

## Et l'abus d'alcool par des sportifs...

Nos jeunes sportifs affichent un comportement quelque peu regrettable avant ou après des duels tant nationaux qu'internationaux. Leur ratio alcoolique est exponentiellement croissant, on parlerait sous d'autres cieux d'un abus caractérisé d'alcool. Et cela se passe dans tous les sous-secteurs sportifs, à savoir le football, le karaté, le judo, le handball, l'athlétisme et autres. Ne cachons rien, cet abus d'alcool est aussi l'un des handicaps qui freine le développement harmonieux de notre sport en général.

Ce billet d'humeur est une interpellation de nos dirigeants sportifs qui, après un quelconque duel de nos équipes, regardent impuissamment nos jeunes s'abreuver d'alcool de toutes sortes. Le Congo est un grand pays de sports mais, ces années-ci, nos athlètes s'adonnent trop à l'alcool. Cet abus a un impact direct sur leur santé et sur le sport qu'ils pratiquent. Et pourtant, les médecins n'ont jamais cessé de dire, « la pratique régulière du sport immunise l'organisme contre certaines attaques microbiennes, mais attention l'abus d'alcool annihile tous les avantages bio-physiologiques de l'organisme ».

« On boit où ? » Cette question qui est sur les lèvres de nos sportifs après un quelconque match est devenue un vrai virus. Comme pour dire, « pas de sport sans alcool ». C'est très regrettable et dangereux. Certains coordonnateurs et coaches des équipes, pour échapper à cette critique d'abus d'alcool par des sportifs, avancent l'idée selon laquelle « il faut ressouder l'équipe après toute défaite ». Alors si tel est le cas, nous nous posons la question de savoir quel est ce fameux principe qui dit que l'abus d'alcool par les sportifs est susceptible de souder l'équipe ?

C'est plutôt l'inverse qui se produit. D'ailleurs, à peine une semaine, des sociétaires sportifs se sont livrés à une bagarre après avoir consommé trop d'alcool à la fin d'une compétition et certains se sont retrouvés avec des blessures. Alors en quoi l'alcool ressoude-t-il les liens de l'équipe ? L'abus d'alcool par nos sportifs devient le mal le mieux partagé par eux-mêmes. L'abus d'alcool annihile les effets bénéfiques du sport pour l'organisme et le déshydrate. Trop d'alcool diminuerait le souffle du sportif sur le tatami ou sur le terrain et il perdrait de temps en temps ses réflexes tactiques et techniques. Comme on le voit, cela conduit tout droit à la défaite, disons mieux à des mesquines places lors des compétitions tant nationales qu'internationales.

Vous sportifs, gare à l'abus d'alcool après ou avant des compétitions, car cela détruit des effets énergétiques et fait perdre des réflexes sportifs. Affaire à suivre !

Faustin Akono

## NÉCROLOGIE

Abel Missamou et Maxime Bantsimba, les familles Missamou et Kikouimba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de Narcisse Missamou-Diop, ancien journaliste de l'ex voix de la Révolution congolaise (actuelle Radio Congo) et à l'agence Panafricaine de presse (Pana), ancien homme politique, porte-parole du président fondateur du MCDDI, Bernard Kolélas, survenu le 21 décembre 2023 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à son domicile sis au n°366 du prolongement de l'avenue des 3-francs, derrière l'hôpital de base de Mpissa à Bacongo.

La date et le lieu de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



Le colonel Gaston Ossibi en service à la Garde républicaine, les enfants Ossibi, les familles Obami et Ingnanga ont le regret de vous annoncer le décès de leur père, fils, grand-père et arrière-grand-père nommé Jean Ossibi, survenu le 22 décembre.

La veillée mortuaire a lieu au quartier Ngamakosso, arrêt Faaki.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

## FOOTBALL LIGUE 1

## Le bilan à mi-saison des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

## Après dix-sept journées de Ligue 1

A Monaco, Chrislain Matsima a disputé cinq matches de Ligue 1, dont trois comme titulaire, pour une passe décisive. Mais sa dernière entrée en jeu date du 29 octobre. Le défenseur central de 21 ans est 4e dans la hiérarchie de l'ASM, 3e du classement avec 33 points, derrière le PSG et Nice.

Du côté de l'OGC Nice, le 29 septembre reste une date sombre. Ce jour-là, Alexis Beka Beka a tenté de se suicider du haut du viaduc de Magnan. Dépressif, l'ancien joueur de Caen et du Lokomotiv Moscou a coupé avec le football pour tenter de se reconstruire psychologiquement.

Inutilisé en L1 avant l'événement, le prometteur milieu de terrain (il avait été l'une des rares satisfactions aux JO de Tokyo) est sous contrat jusqu'en juin 2027 et a du temps devant lui.

Mais son retour, dans un milieu dans lequel la dépression et les troubles mentaux sont des sujets tabous, ne sera pas facile. Nice est second avec 35 points et cinq longueurs de retard sur le PSG.

## Locko, la bonne pioche du Stade Brestois

Recruté cet été après un prêt mitigé la saison dernière, à Brest déjà, Bradley Locko s'est révélé sur le flanc gauche de la défense du club breton : le gaucher de 21 ans a disputé l'intégralité des dix-sept matches de Ligue 1 et est le joueur qui a remporté le plus grand nombre de duels en cette première partie de saison (113).

Formé à Lorient, c'est dans le Finistère voisin que le natif d'Ivry-sur-Seine est en train de gagner ses galons. Il a d'ailleurs été sélectionné à deux reprises, cet automne, en équipe de France U21. En revanche, son co-équipier Josué Escartin (défenseur central de 20 ans, 1m93,



Bradley Locko, la révélation du Stade Brestois à l'issue du match aller/DR

droitier) n'a pas la moindre minute à son actif. Le club finistérien est 4e avec 31 points.

## Maouassa dans l'impasse au RC Lens

Après un passage fort réussi à Montpellier (33 matches, 5 buts et 5 passes décisives) en 2022-2023, Faitout Maouassa était rentré au Standard de Liège renflé à bloc.

Et son prêt à Lens, vice-champion de France, laissait augurer de belles promesses.

Las, le gaucher de 25 ans n'a que 29 minutes de jeu en Ligue 1 et aucune en Ligue des champions. L'ancien Nancéen ne s'est pas adapté dans l'Artois et son départ dès cet hiver est évoqué dans la presse française.

Pour Brice Samba, cette première partie de saison est faite de hauts et de bas : une entame de saison chaotique (3 revers, 1 nul et 11 buts encaissés), le capitaine lennois et son équipe ont retrouvé les valeurs qui leur avaient permis de se qualifier en Ligue des champions.

Relancés en Ligue 1, avec une 7e place à la trêve, les Lennois s'offrent une victoire de prestige

face à Arsenal et ont arraché un accessit en Ligue Europa.

## Saison enfin lancée pour les anciens Bordelais Mwanga et Bakwa ?

Le prometteur duo recruté à

771 minutes, 1 but et 1 passe décisive) a d'abord été brouillon avant de trouver ses marques à partir de son entrée en jeu le 7 décembre à Brest. A l'origine de l'égalisation dans le Finistère, l'ambidextre de 20 ans a depuis



Enfin le dé clic pour le tandem Mwanga-Bakwa/DR

Bordeaux aura mis presque trois mois à trouver la bonne carburation du côté de Strasbourg. Désormais installé au milieu de terrain, Junior Mwanga (11 matches, 9 titularisations,

marqué le but de la victoire face à Lille, lors de la 19e journée, après avoir délivré une passe décisive, lors de la 18e, à Dilane Bakwa.

L'attaquant gaucher de 21 ans, seize matches dont dix titularisations, a aussi peiné à confirmer les attentes placées en lui l'été dernier. L'ailier a attendu la 16e journée pour débloquer son compteur-but. Reprendra-t-il sur la même dynamique début janvier ? Réponse dès le 6 en Coupe de France, puis le 12 à Marseille en L1.

Nolan Mbemba, l'avenir s'écrit loin de la Normandie ?

Seul Diable rouge de cette Ligue 1, Nolan Mbemba ne compte que onze petites minutes de jeu cette saison. Certes, il a trouvé moyen de marquer un but (4e journée face à Lorient), mais l'ancien Rémois est depuis sorti du groupe havrais, malgré sa polyvalence (milieu ou arrière

droit). En fin de contrat en juin prochain, l'avenir du milieu de 28 ans semble s'écrire, dès cet hiver, ailleurs.

## Le HAC, promu l'été dernier, est 11e avec 19 points.

Sur le banc lors de la première journée, Yannis Mbemba n'est plus apparu dans le groupe pro nantais. Le défenseur central de 22 ans a renforcé la réserve, dont il est le capitaine, avec onze titularisations en N3.

Sans le gaucher d'1m94, les Canaris sont 13es avec 18 points.

Avec un but en quatre matches de National 3 (cinquième division), Warren Tchimbembe est en perdition. Après son prêt manqué à Guingamp la saison dernière (un but et une passe décisive en vingt-deux apparitions et 448 minutes en L2), l'ailier droit de 25 ans avait bénéficié de temps de jeu cet été lors des matches de préparation du FC Metz, 14e avec 16 points. Mais depuis la première journée de Ligue 1, rien, nada, que

tchi, oualou, macache... l'ancien Troyen n'a jamais été appelé en équipe première. En fin de contrat en juin prochain, il devra trouver un point de chute ailleurs pour enfin concrétiser les espérances affichées à l'Estac.

A Lorient, 17e et avant-dernier avec 12 points, l'ambiance est morose collectivement. Et individuellement, la situation n'est guère mieux pour Loris Mouyokolo, dont la préparation estivale a été gênée par sa fin de convalescence (rupture du talon d'Achille en février 2023). Sur le banc en L1 à quatre reprises, le défenseur gaucher d'1m94 a joué un match avec la réserve avant de se fracturer la main gauche. Opéré fin novembre, il doit à nouveau faire preuve de patience avant de retrouver les terrains. Quand ça ne veut pas...

Camille Delourme



Un rare moment de bonheur pour Nolan Mbemba, dont l'avenir s'inscrit loin du Havre/DR

# Message de vœux à la Nation du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, à l'occasion du Nouvel An 2024

## Mes chers compatriotes ;

Au seuil de l'année nouvelle, je voudrais saluer la mémoire et rendre un hommage mérité à tous ceux qui nous ont quittés en 2023 en rappelant, au bon souvenir de la Nation, leur contribution à la modernisation de notre pays, engagé dans sa marche vers le développement.

## Mes chers compatriotes ;

Le 28 novembre dernier, devant le Parlement réuni en Congrès, j'ai dressé, dans mon message sur l'état de la Nation, un bilan rigoureux mais objectif de l'action gouvernementale courant 2023.

Nonobstant les incertitudes induites par un contexte mondial difficile, notre pays connaît une embellie perceptible de son économie, annonçant des perspectives de croissance durable et, ce, à la grande satisfaction de nos partenaires au développement.

En renouant avec la croissance, le Congo amorce son retour aux équilibres macro-économiques. Nous sommes donc sur la bonne voie.

Pour consolider ces acquis, nous devons accélérer, en 2024, les réformes structurelles de notre économie.

Ces efforts sont le résultat d'une œuvre collective qui a engagé l'ensemble de notre peuple, toujours résilient malgré les conséquences de l'inflation des prix des produits de grande consommation consécutive à de nombreux facteurs, notamment



Le président Denis Sassou N'Guesso délivrant son message de vœux à l'occasion du Nouvel An 2024DR

la guerre russo-ukrainienne, les retombées de la pandémie de covid-19.

J'ai toujours été à votre écoute et je suis conscient de vos attentes.

C'est pour cela que les gains de la croissance de notre économie ainsi que les réformes sociales majeures à venir doivent être résolument tournés vers, d'une part, la lutte contre le chômage, en l'occurrence le chômage des jeunes et, d'autre part, la réduction de la pauvreté.

Nous devons amplifier et consolider les avancées déjà réalisées dans ces domaines afin que les couches les plus vulnérables de notre société se sentent protégées et soutenues par l'Etat.

## Mes chers compatriotes ;

Les incertitudes multifformes et persistantes relevées au niveau mondial continueront d'influer sur notre marche vers le développement.

L'instabilité observée dans plusieurs régions du monde et les effets néfastes des changements climatiques sont susceptibles de fragiliser les progrès accomplis par notre pays.

L'année 2024 nous exhorte à une plus grande mobilisation et une vigilance accrue afin de rendre irréversibles nos performances économiques et sociales.

Ainsi, j'ai mené, en 2023, différentes initiatives de médiation en vue de restaurer la paix et la sécurité dans certains foyers de tensions et autres zones de conflits à travers le monde, tout

en prenant une part active au renforcement de la stabilité de notre sous-région.

Je continuerai à faire entendre la voix du Congo partout où elle pourrait accompagner et permettre à des peuples frères ou amis de recouvrer la paix.

Dans la même veine, notre pays s'est porté, depuis plusieurs décennies, à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques.

Il nous faut maintenir le cap et sauvegarder les forêts du Bassin du Congo pour préserver nos populations des effets dévastateurs de cette menace.

A ce propos, notre action se poursuivra avec détermination pour un monde plus fiable car, plus que jamais, ici se joue la survie de l'espèce humaine.

## Mes chers compatriotes ;

S'agissant des défis auxquels se trouve confronté notre pays au moment d'aborder la nouvelle année, il sied de souligner l'urgence de répondre aux attentes des jeunes.

C'est pourquoi, pour une meilleure prise en charge de leurs aspirations, je décrète 2024, année de la jeunesse.

Il s'agit d'intensifier nos efforts pour des réponses davantage pertinentes qui impliquent la participation des jeunes et leur assurent une lisibilité plus nette et des dispositions effectives en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

Enfin, je réitère mon appel à la consolidation de la paix au Congo et dans le reste du monde.

La communauté internationale, pour sa part, doit s'aviser de la nécessité de mettre fin aux conflits meurtriers qui secouent certaines parties de la planète.

Aucun progrès n'est possible sans la paix, d'où l'exigence renouvelée de mobilisation et de vigilance, pour notre pays, afin de parer à toute velléité ou tentative de déstabilisation de nos institutions.

2024 est une nouvelle page de notre mieux vivre ensemble qui s'ouvre. L'optimisme reste toujours de mise.

Bonne et heureuse année à tous ! Vive la République ! Vive le Congo !

## Je vous remercie.

## RÉFLEXION

# Bonne année 2024 !

Alors que vient de s'achever l'année 2023 et que débute la nouvelle année, il importe au plus haut point de respecter la tradition selon laquelle chaque être humain, où qu'il vive et respire, dit à toutes celles et à tous ceux qui l'entourent sa volonté d'agir afin que ce nouveau temps soit détendu, positif, heureux et concrétise leurs attentes, leurs espoirs.

Pour nous qui éditons ce quotidien depuis plus de deux décennies et qui espérons poursuivre encore durablement cette tâche professionnelle, ce nouveau moment est d'autant plus important que le temps dans lequel nous vivons tout au long

de cette année 2024 s'annonce imprévisible. Non pas du fait du Congo, qui a su gérer les multiples problèmes auxquels il se trouvait confronté comme toutes les nations de par le vaste monde, mais parce que la communauté humaine dans son ensemble vit à nouveau des moments difficiles générés par l'affrontement plus ou moins larvé des grandes puissances, mais aussi et plus encore par la dégradation de son environnement naturel.

Ce que l'on peut souhaiter à celles et ceux qui nous lisent en ce tout début de la nouvelle année est, au-delà de leur vie personnelle et de la vie de la nation congolaise, que la communauté humaine dans son ensemble se mobilise

réellement afin de conjurer les maux qui menacent aujourd'hui son destin. Confrontée à des dangers collectifs que les Grands de ce temps s'avèrent incapables de combattre efficacement, elle doit impérativement anticiper le pire qui naîtrait de leur affrontement direct comme cela s'est produit par deux fois dans le siècle précédent.

Quitte à nous répéter ici une fois encore, disons, écrivons plutôt sans l'ombre d'un doute qu'il importe au plus haut point, pour chacune et pour chacun d'entre nous, de se mobiliser afin de préserver la paix sous toutes ses formes. Autrement dit de faire entendre la voix de la raison à l'échelle de la planète, exactement

comme la plus haute autorité de notre Congo, le président Denis Sassou N'Guesso, a su le faire dans l'année qui vient de s'écouler en convoquant à Brazzaville le Sommet des trois grands bassins fluviaux et forestiers de la Terre.

2024, dont nous vivons les premières heures, les premiers jours, sera ou plutôt doit être l'année durant laquelle seront prises les décisions qui mettront l'humanité à l'abri des maux qui la menacent aujourd'hui. Prions donc le ciel pour que ce rêve devienne une réalité et faisons en sorte que chacun de nous participe à la concrétisation de ce rêve.

Bonne et heureuse année pour tous !

**Jean-Paul Pigasse**